

Attitude à recommander aux Ingénieurs et Scientifiques de France face aux prochaines élections municipales

par Marc Emonet, ancien président de l'association ESME-Sudria

Le livre blanc de l'IESF exprime clairement que les ingénieurs et scientifiques de France sont absents de la vie politique française, que ce soit au gouvernement ou aux assemblées parlementaires comme dans les collectivités territoriales ou dans le tissu communal ; ils sont également insuffisamment représentés dans les instances européennes.

Pourtant il y a tant de dossiers « techniques » à traiter qui souvent sont laissés à des personnes qui « de leur bureau » : légifèrent, normalisent et imposent des règles souvent contraire aux aspects pratiques, fonctionnels et économiques...ou génèrent des surenchères inutiles.

Une analyse des dossiers avec l'approche de la rigueur scientifique et technique de la formation d'ingénieurs permettrait d'assurer la viabilité et la pérennité de nombreux projets. Trop de dossiers ne reçoivent qu'une conception administrative. Les règles de modernisation n'impliquent pas nécessairement une surenchère des contraintes alors qu'une cohérence simplificatrice apporterait une harmonie espérée par tous.

Nous devons nous impliquer davantage dans les fonctions publiques et dans la recherche de l'intérêt général pour faire valoir nos propres compétences et spécificités.

Cela passe souvent pour pouvoir réussir par une approche « politique » et une implication publique ; il est tout à fait possible et même conseillé de s'associer à des hommes ou des femmes qui ont cette attirance, cette compétence et dont c'est la fonction... La coopération de ces différences ne peut être que bénéfique pour tous.

Il est donc de notre devoir de nous engager dans la vie politique locale en apportant notre contribution pour améliorer la gestion des communes, en évitant une normalisation excessive, en innovant pour réduire les consommations d'énergie et la diffusion de gaz à effet de serre (sujets d'actualité qui deviendront encore plus prioritaires dans les prochaines années...)

La communauté des ingénieurs et scientifiques de France a en effet un rôle majeur à jouer dans l'économie française, cela passe par la vie locale, puis à un niveau communautaire, régional et national avant de se faire entendre dans les instances européennes.

Elle représente directement ou indirectement des millions d'électeurs, c'est pourquoi elle doit se faire se faire entendre et accepter, être reconnue et respectée.

A terme, une structure officielle adaptée (de type ordre ou fédération puissante) avec ses exigences (des règles à respecter, une étique, une charte comportementale...), aurait un sens pour mieux participer, se faire entendre et finalement pour être recherché.